

QUI TROP EMBRASSE RATE LE TRAIN

A la lecture des textes soumis à discussion, on constate que s'il est un acquis à mettre au compte du 38^{ème} congrès, c'est bien la réaffirmation de la nécessité du parti communiste. Sa disparition, parfois sous changement de nom, était alors explicitement souhaitée par quelques-uns mais la menace rodait aussi dans nos têtes. Deux élections présidentielles au service de, une implantation réduite au travail comme dans les territoires, une parole publique inexistante, une force militante sans boussole, on voguait vers l'abîme et une place au musée.

Chaque texte réaffirme le rôle principal du mouvement populaire comme protagoniste principal du rassemblement pour barrer la route au RN, imposer un changement de société, pour construire le socialisme. Chacun place le parti communiste en première ligne de la bataille de classe pour la construction de cet élan.

L'élection présidentielle cristallise les divergences. Dans « Communistes à l'offensive », l'enjeu électoral figure dès la première partie. Il vient dans la quatrième partie (sur cinq) dans « Stratégie communiste », figure en dernière partie dans la base « Un communiste de conquête », intégré dans le chapitre « le parti en action ».

Communistes à l'offensive propose « la conclusion d'un pacte commun pour la république avec un collectif d'animation collégial qui porterait dans les débats public nos propositions, suivrait le processus d'élaboration et d'examen des candidatures. Une conférence nationale déciderait ensuite en laissant ouvertes toutes les options.

Stratégie communiste refuse de miser sur une alliance classique à gauche et veut construire l'unité avec les syndicats et les associations pour faire émerger une candidature d'union.

Les 2% d'influence électorale sont l'argument pour contester l'utilité d'une candidature. Le même argument peut se retourner : si telle est notre influence comment pourrions-nous à ce point influencer pour faire taire les rivalités à gauche ? Pour tenter d'assainir le débat il faut imposer analyses et propositions.

On imagine mal comment le parti s'adresserait à un mouvement syndical désuni et à la mosaïque associative pour faire émerger un pacte commun. On y retrouverait d'ailleurs les mêmes divergences des partis de gauche en les y transposant carrément et créant du coup un peu plus de désordre.

Nommer un porte-parole et donc s'abstraire de la caisse de résonance que représente la présidentielle, en devenir des sortes de comptables ou greffiers paraît tout aussi stérile.

Dans les deux cas, le parti et sa force militante sont mis au service de la construction d'une candidature commune. Cela induit un rassemblement qui sera donc dès l'abord, mis au service d'une personnalité. Dans la foire d'empoigne électorale, sans protagonisme propre, on aura bien du mal à se faire entendre.

Pourquoi refuser une candidature qui nous mettrait d'égal à égal dans le débat ? Pourquoi déléguer à la force militante la tâche de construire le rassemblement en lui donnant le sentiment que la voix du parti relève du superflu ? Pourquoi accepterions-nous de faire le service dans une élection présidentielle qui restera, sans notre voix, un bal des prétendants ?

Déclarer forfait à l'avance c'est se priver d'autorité et nous transformera en objet de séduction. C'est démobilisateur et humiliant pour les militants.

Dans la base votée par le CN, la construction d'un mouvement populaire est le fil rouge qui structure la réflexion et les propositions d'action. Le moment électoral y est traité dans la dernière partie, sous le chapitre intitulé « le parti en action ». Le texte se prononce pour une candidature et la construction de candidatures communes aux législatives partout où cela sera nécessaire pour battre le RN.

Contrairement aux deux précédents textes, cette base analyse le moment électoral sans rupture avec l'axe de notre stratégie politique. Elle est la plus conséquente sur le rôle et la primauté du mouvement populaire car notre intervention pendant la présidentielle est présentée comme un moment de sa construction politique. Elle modifiera les termes du débat. Surtout, elle épaulera notre participation au mouvement social pour le politiser, lui donner créativité et dynamique propre au lieu de le mettre d'abord au service de, dans la dépendance de.

Notre candidature ne sera ni de division ni de témoignage. Nous serons en scène, non pour participer au spectacle mais aussi pour dénoncer un scénario absurde: tant de candidatures ne renvoient qu'à la faillite de la gauche qui finit par donner la même image que les convoitises de droite.

Au lieu de départager des candidats, la nôtre s'articulera avec l'action des militants. Elle sera l'écho et le prolongement de leur campagne qui convoquera le grand absent, le peuple. Comme nous l'avons fait aux municipales là où nous avons gagné, les communistes s'adresseront aux « indispensables » ceux qui sans qui rien n'est possible. Ils s'adresseront aux millions d'abstentionnistes qui

se bouchent le nez devant le scénario dans le cours. Non pour leur dire « voilà ce que nous te proposons et promettons » mais pour leur demander de s'en mêler, d'écrire l'histoire avec nous.

C'est ainsi que nous avons procédé à Montreuil et sans doute d'autres villes. Le rassemblement de la gauche s'est réalisé non en absence d'une candidature communiste mais avec celle-ci comme pivot. C'est la dynamique du mouvement citoyen que nous avons construit qui a levé les obstacles dans les négociations entre partis. Le dernier a d'ailleurs signé alors que chaque jour, dans la rue, les citoyens en campagne devenaient plus nombreux. Le rassemblement des partis de gauche fut un aboutissement pas un préalable.

Les deux textes qui nous proposent de nous désister à l'avance ou de nous poser en médiateur invoquent le danger fasciste. Ce n'est pas plus productif que le slogan des manifs « Siamo tutti antifascisti ». Cela ne convainc que les convaincus. Battre le Rn signifie déconstruire son programme, l'image qu'il s'est donnée. Si l'on reconnaît au parti communiste son histoire de premier plan dans la lutte contre le fascisme ce n'est certainement pas sa voix qui doit se mettre en sourdine et on ne la délèguera à personne, nulle part.

Embrasser aujourd'hui une candidature commune ou partir à sa recherche nous enfoncerait dans des négociations sans fin, auxquelles les citoyens ne comprendraient rien et les réduiraient encore au rôle de spectateurs ou d'arbitres. Le temps des grandes embrassades viendra si le mouvement populaire le décide et l'impose. Pour l'instant, qui trop embrasse étreint le vide et ...rate le train.